

Accra, Ghana
31 janvier 2024

Communiqué de presse

Le retrait de la CEDEAO, le dernier chapitre de la relation autrefois considérée comme positive

La décision du Burkina Faso, du Mali et du Niger de se retirer de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ouvre un nouveau chapitre dans une relation que leurs citoyens ont généralement perçue comme favorable par le passé.

Les enquêtes Afrobarometer menées en 2019/2021 ont montré que les citoyens des trois pays avaient une opinion largement favorable de la CEDEAO, évaluant son influence économique et politique de manière plus positive que celle de l'Union Africaine (UA). L'influence positive perçue de la CEDEAO était également répandue dans tous les groupes d'âge et dans les zones rurales/urbaines, et augmentait avec les niveaux d'éducation et de richesse économique des citoyens.

Mais les trois pays d'Afrique de l'Ouest ont annoncé cette semaine qu'ils se retiraient de la communauté économique régionale, se plaignant d'un manque de soutien et de sanctions « inhumaines » à la suite des coups d'Etat militaires dans ces pays.

Les enquêtes ont été menées en 2019/2021, avant la montée des tensions dans la région à la suite des récents coups d'Etat et de l'imposition de sanctions par la CEDEAO et l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). L'enquête 2022 d'Afrobarometer au Mali a révélé que si la plupart des citoyens ne se considèrent pas comme les principaux bénéficiaires des sanctions de la CEDEAO/UEMOA, seule une minorité de citoyens s'attendent à ce que les sanctions conduisent au retrait du pays de la CEDEAO.

Résultats clés

- En Moyenne, à travers les 34 pays africains sondés en 2019/2021, environ six citoyens sur 10 (57%) ont évalué l'influence économique et politique de leurs principales organisations régionales comme « plutôt positive » ou « très positive » (Figure 1).
 - Les évaluations positives de l'influence de la CEDEAO au Burkina Faso (73%), au Mali (65%) et au Niger (65%) étaient bien supérieures à la moyenne continentale.
 - En comparaison, l'influence de l'UA a reçu des évaluations positives de la part de 71% des Burkinabè, 59% des Maliens et de 58% des Nigériens.
- D'après les résultats de l'enquête Afrobarometer réalisée en 2022 au Mali, les citoyens ont cité la fermeture des frontières terrestres (50%), le gel des avoirs financiers du pays (23%) ainsi que la suspension de l'aide et des transactions commerciales (14%) comme les sanctions les plus sévères de la CEDEAO/UEMOA contre leur pays (Figure 2).
- Seuls deux Maliens sur 10 (21%) ont déclaré en 2022 que le pays ou ses citoyens ont été les principaux bénéficiaires des sanctions. Beaucoup ont déclaré que les sanctions n'ont profité qu'à certains pays de la sous-région (24%) ou à personne (23%) (Figure 3).
- Interrogés sur les conséquences probables des sanctions, seuls deux Maliens sur 10 (18%) ont cité le retrait de la CEDEAO (Figure 4). La plus grande partie (44%) des

citoyens maliens estiment que cela conduirait au renforcement du patriotisme dans le pays, tandis que 21% mentionnent la sortie de la zone franc et 10% considèrent que ces trois conséquences sont probables.

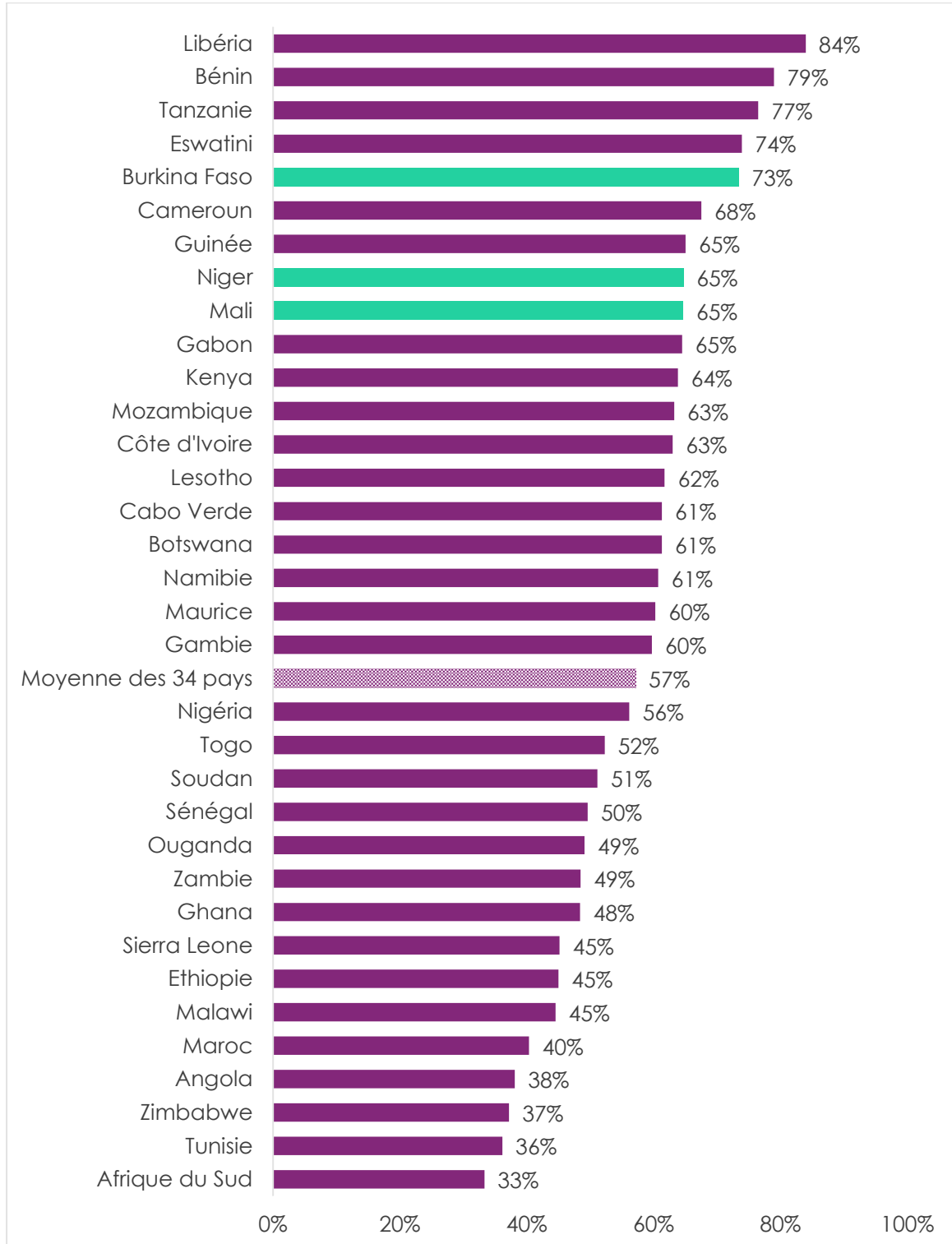
L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays.

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Figures

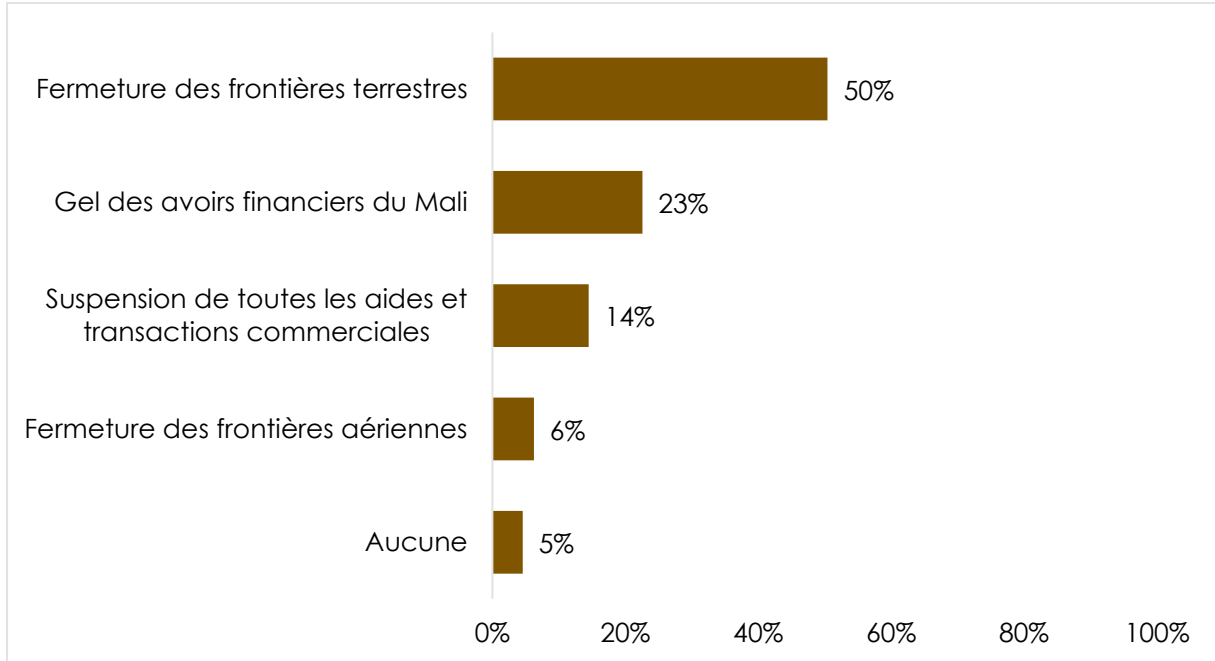
Figure 1 : Influence des organisations régionales | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : De manière générale, pensez-vous que l'influence économique et politique de chacune des organisations suivantes sur [ce pays] est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? : Organisation régionale (CEDEAO/SADC/CAE/IGAD/UMA/COMESA) ? (% qui disent « plutôt positive » ou « très positive »)

Figure 2 : Laquelle des sanctions de la CEDEAO/UEMOA est la plus sévère ?

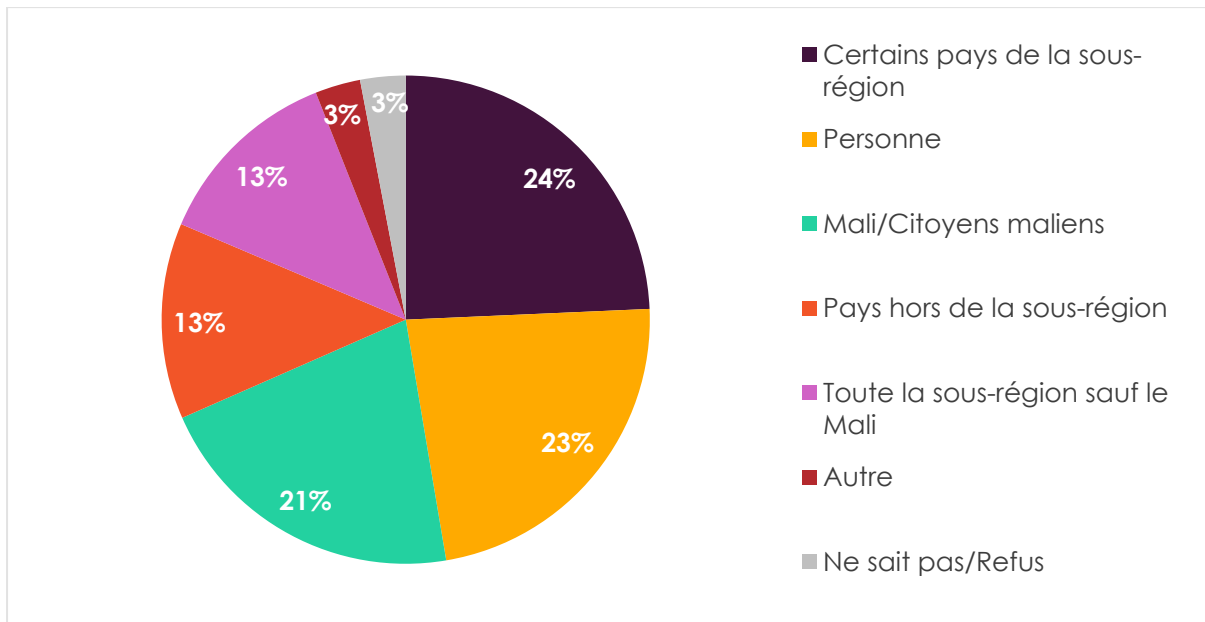
| Mali | 2022



Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des sanctions suivantes de la CEDEAO/UEMOA est la plus sévère pour le Mali ?

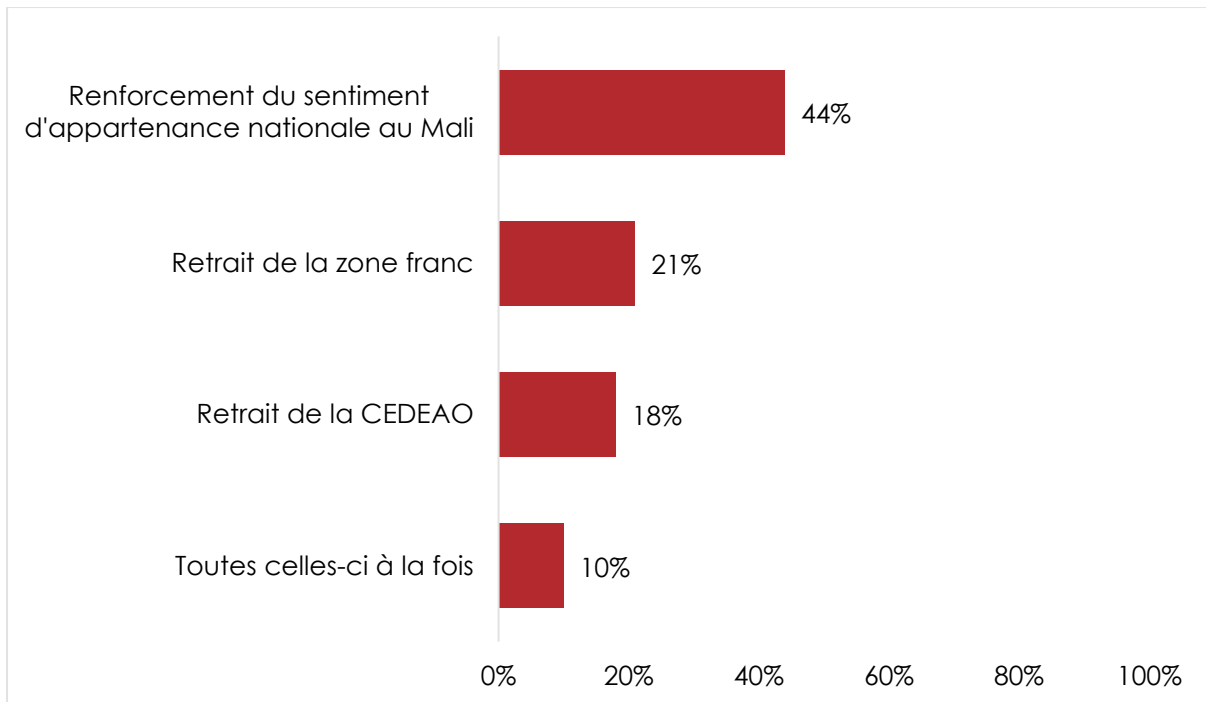
Figure 3 : Qui a le plus profité des sanctions CEDEAO/UEMOA contre le Mali ? | Mali

| 2022



Question posée aux répondants : Selon vous, qui a le plus bénéficié des sanctions de la CEDEAO/UEMOA ?

Figure 4 : Conséquences des sanctions de la CEDEAO/UEMOA | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Selon vous, quelle conséquence pourrait-il résulter des sanctions de la CEDEAO/UEMOA contre le Mali ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Hassana Diallo
Chargé des communications d'Afrobarometer pour l'Afrique francophone
Téléphone : +221 77 713 72 53
Email : hdiallo@afrobarometer.org

Visitez-nous sur www.afrobarometer.org.

Suivez #VoicesAfrica.

